

27 Boulevard Saint Martin – 75003 PARIS
Site : <http://www.sitecommunistes.org>
Hebdo : hebdo@sitecommunistes.org
Courriel : communistes@sitecommunistes.org
<https://x.com/PRCommunistes>

28/07/2025

Résumé des questions économiques et sociales: **semaine n° 237 du 28 juillet 2025**

Le Camarade Georges Ibrahim Abdallah est libre, il est à Beyrouth : une victoire de la lutte anti-impérialiste



Libération de notre camarade Georges Ibrahim Abdallah : Appel à une initiative à Lannemezan de L'UD 82 (Tarn et Garonne)

Georges Ibrahim Abdallah sera libre le 25 juillet 2025. Cette décision est irrévocable. C'est une victoire pour notre camarade résistant, communiste révolutionnaire anti-impérialiste Georges Ibrahim Abdallah, après plus de 40 ans d'enfermement¹. L'UD CGT 82 appelle à cette initiative : " Pour ce faire, nous appelons l'ensemble de nos camarades à se joindre à cette initiative. Nous vous demandons donc de faire remonter auprès de l'UD vos inscriptions pour que l'on puisse organiser le déplacement dans les meilleures conditions possibles." À l'heure du nettoyage ethnique et du génocide qui s'amplifient en Cisjordanie et à Gaza : " nous nous devons de porter haut et fort nos valeurs internationalistes et pour le droit au peuple de s'autodéterminer. Pour la Palestine libre et les droits des travailleuses et travailleurs à vivre dignement sur leur terre, soyons le plus nombreux possible."

Loi Duplomb : Une loi dictée par l'agro-business

La pétition en ligne pour l'abrogation de la dite loi Duplomb a dépassé 1,5 million de signatures, ce qui ouvre une réouverture du débat parlementaire au sujet de cette loi adoptée le 8 juillet dernier.

Les projecteurs sont particulièrement orientés sur le volet des autorisations de produits pesticides. En question, l'acétamipride, étudiée en 2013 par les experts chimistes de l'Union européenne. Des effets sur le développement du cerveau ont été signalés par l'Agence européenne sanitaire mais faute de preuves suffisantes, elle avait autorisé le produit et demandait aux fabricants japonais des études plus approfondies dont les Européens attendent toujours les conclusions.

La France a interdit le produit en 2018 dans une loi interdisant tous les néonicotinoïdes en agriculture avec des dérogations jusqu'en 2023 pour le secteur de la betterave (lutte contre des pucerons nuisibles). Dans l'Union européenne, ces produits sont autorisés jusqu'en 2033.

Sous la pression du lobbying de la FNSEA, dont le sénateur Duplomb est membre par ailleurs, la nouvelle loi autorise un néonicotinoïde, l'acétamipride, pour certaines productions agricoles (betteraves, noisettes).

Il convient de préciser que la loi du 8 juillet comporte un volet de réglementations environnementales assouplies : les seuils pour les d'études obligatoires d'impact environnemental sont relevés. Ainsi, pour un élevage de volailles, le seuil passe de 40.000 à 85.000 animaux, pour les porcs de 2.000 à 3.000.

La loi dispose aussi que désormais les fameuses méga-bassines sont reconnues d'intérêt général majeur. Ainsi, ce statut permettra de réduire les délais d'instruction administratif et le nombre d'études d'impact obligatoires, avec des recours juridiques restreintes.

En clair, la loi Duplomb répond aux revendications du monde de l'agro-business, portées par la FNSEA.

Il est clair qu'une utilisation intensive des adjuvants chimiques pour maintenir la productivité des sols, en baisse, conduit à terme à un désastre. L'endettement, qui pèse sur le monde agricole, participe à cette course en avant, qui appauvrit la ressource naturelle.

Il est nécessaire de changer le mode de développement agricole et en particulier se défaire de ce modèle d'agro-business, certes en phase avec le capitalisme. Ce qui montre à la fin la convergence d'intérêt entre les paysans et l'ensemble des autres travailleurs.

Industrie – des hauts et des bas : Tableau bien maussade pour une start-up Nation

L'indice de production industrielle de l'Insee, paru en début de mois, mérite attention. Si le paysage d'ensemble n'est pas fameux avec une production manufacturière stagnante sur l'année glissante (de mai 2024 à mai 2025, -0,08%), nous notons contre toute attente, étant donné les alarmes pour ce secteur, que la production automobile affiche une croissance d'environ 4%. Les secteurs de la machine-outil (+4%) et de la pharmacie (+5,7) sont également bien orientés en termes d'activité. En contraste, la production des biens intermédiaires (chimie, métallurgie notamment) accuse un recul de 3% (chimie : -4,8%, métallurgie : -3,8%) tout comme celle des biens de consommation durable (-2,79%).

Ces décalages de cycle entre les différents secteurs, pour bien être compris, mériteraient un éclairage au sujet des échanges extérieurs sur la période, la concurrence est en particulier rude dans le secteur des biens intermédiaires. De plus, un groupe industriel peut décider de réduire la production voire de fermer des sites - comme ArcelorMittelland - ici et de la pousser ailleurs dans une optique d'augmenter le profit.

Ces données laissent envisager une année de stagnation pour l'industrie française car non seulement en volume la production ne progresse pas mais en plus les prix des produits industriels sont en léger retrait (-0,7% entre mai 2024 et mai 2025).

Tableau bien maussade pour une start up Nation dotée d'un plan volontariste de réindustrialisation.

Soutien à la Palestine : l'Inspection du travail s'oppose à nouveau au licenciement du camarade Timothée Esprit

Le patron de Toray s'évertue depuis plus d'un an à licencier l'un des principaux responsables de la CGT (FNIC-CGT) de l'entreprise contre lequel il a entrepris deux licenciements en moins de douze mois². En mars dernier, la cour d'appel avait ordonné la réintégration de Tymothée³, licencié pour avoir manifesté son soutien public à la lutte de libération du peuple palestinien. Le syndicaliste CGT avait manifesté son soutien aux Gazaouis en postant sur son compte personnel Facebook une photo du Front populaire de libération de la Palestine (FPLP). L'acharnement de l'entreprise Toray contre notre camarade Timothée est conforté par la complicité du gouvernement français au génocide mené par l'entité sioniste à Gaza. Nous apportons notre soutien à Timothée, comme nous le faisons pour tous les amis et camarades injustement poursuivis ou sanctionnés pour cause de solidarité internationaliste avec la juste lutte du peuple palestinien.

Boyauterie Aymard à Montauban (Tarn et Garonne) : Succès des salariés après 12 jours de lutte

Dans notre numéro 235, nous avons fait part de la lutte des salariés de la boyauterie Aymard à Montauban⁴ : "*La répression syndicale du patronat s'accroît contre la CGT ! Aujourd'hui, c'est notre camarade Céline LENOIR, membre de la CE de l'UD, et notre camarade Amel qui sont victimes de cette répression. Ayant voulu défendre les droits d'une salariée, elles se retrouvent convoquées toutes les 2 à un entretien préalable à licenciement. Nous ne pouvons pas laisser l'employeur et son encadrement menacer de mort, avoir des propos racistes, pousser certains salarié-e-s à bout, à la rupture de contrat, au burn-out sans réaction d'envergure.*" Après 12 jours de lutte exemplaire des salarié-es grévistes, un protocole de fin de conflit vient d'être signé. Dans son communiqué l'UD-CGT 82 se félicite du succès et appelle les salariés à la vigilance : "*Ces salarié-es ont tenu bon et ont refusé de courber l'échine face à des employeurs qui refusaient toute réunion de négociation jusqu'au 11ème jour du conflit. Ils et elles ont fait plier le patronat et nous devons nous saisir de cet exemple pour interprofessionnaliser les luttes et montrer aux travailleurs et travailleuses qu'il est possible de relever la tête et de dire CA SUFFIT !!! Pour les salarié-es grévistes, la reprise du travail doit se dérouler lundi matin, cependant seule une des 4 grévistes travaille lundi et a courageusement décidé qu'elle ferait face aux patrons, aux cadres et aux collègues ce jour-là en se présentant au travail.*"

On est surtout sur les modalités de reprises puisque tout ce qui est du droit du travail donnera lieu à un contrôle de l'IT et les salaires et licenciements n'était pas discutables au vu du peu de rapport de force dans l'entreprise, dû principalement au grand nombre d'intérimaires

L'UD appelle les camarades disponibles à venir lui apporter le soutien de la CGT et à montrer aux patrons que nous resterons présents et vigilants, lundi à 7h30 devant l'entreprise Aymard."

Paris adresse en grève illimitée depuis le 16 juillet

Paris adresse est un service du centre d'action sociale de la ville de Paris, chargé de la domiciliation administrative des personnes sans domicile. Les 12 agents travaillent dans des conditions très difficiles, recevant en continu un public ultra précaire et déjà stigmatisé. On est plus proche de l'humanitaire que du social. Les conditions sont aggravées par des travaux bruyants et poussiéreux. Les personnels de *Paris adresse* sont en majorité des contractuels, donc des précaires, avec un salaire voisin du SMIC.

Les agents revendiquent une prime de 140 Euros, la titularisation des contractuels et une amélioration des conditions de travail. Après des semaines de réunions, la Direction Générale du CASVP a d'abord donné une fin de non-recevoir. Au 2ème jour de grève, la Direction a proposé une prime de 70€. Les grévistes ont refusé. Ils exigent les 140€. Au 4ème jour de grève la Direction est revenue vers les grévistes sans aucune nouvelle proposition. La Ville de Paris et le CASVP doivent céder : les grévistes ne lâcheront pas et sont en grève illimitée depuis le 16 juillet, en attendant le site reste fermé ce qui est de la responsabilité de la Ville de Paris.

Le groupe SKF annonce la suppression de 1.700 emplois, principalement en Europe

Fabricant suédois de roulements à billes fait cette annonce pour selon lui améliorer sa compétitivité. L'entreprise se trouve à St Cyr sur Loire (Indre et Loire) le chiffre d'affaires a reculé de 9,6 % à 2,1 milliards d'euros, souffrant de la faiblesse du secteur automobile, son activité dédiée à celui-ci doit être scindée du reste du groupe. Cela nous rappelle la scission opérée en son temps par les fossoyeurs de la régie EDF- GDF qui sépara la partie production, moins rentable, et la partie distribution. Bien sûr SKF, contrairement aux futurs chômeurs, a plusieurs fers au feu et entend mettre l'accent sur son activité aéronautique qui bénéficie de la bonne santé du secteur. SKF employait 38.700 personnes fin 2024.

Tetrapak : Accord sur le PSE après une longue lutte des salariés pour leurs droits

Dans notre numéro 236, nous avons écrit sur la lutte des salariés de Tetrapak. Cette usine d'emballage alimentaire Tetrapak a annoncé en Janvier vouloir fermer son site de Longvic⁵, dans le département de la Côte d'Or. Les salariés se sont mobilisés contre cette décision de fermer l'usine en Septembre. Ils sont allés, dès le mois d'Avril, faire une action syndicale devant le siège social de l'entreprise situé à Lausanne. L'entreprise ne voulant pas de réelle négociation, les salariés se sont mis en grève stoppant les sorties de marchandises. La lutte a duré jusqu'à la mi-Juillet où un Plan Social Economique (PSE) a été voté favorablement par les salariés. Cet accord est le résultat d'un combat syndical âpre. Les représentants de Tetrapak n'ont pas hésité à provoquer, intimider les salariés arrivant à créer beaucoup d'incertitudes. Bien qu'ayant trouvé un accord, c'est par dépit que les salariés ont accepté. L'indemnisation et les dédommagements ne vaudra jamais la préservation des emplois des 207 salariés dont la moitié a plus de 50 ans.

Cession des magasins chez Auchan : la direction joue avec l'avenir des salariés

Lors de la réunion du Comité Social et Économique Central, la direction d'Auchan a annoncé la cession de 22 supermarchés, dont 9 font partie des 92 magasins repris récemment à l'ancien groupe Casino.

Derrière ce projet, dont le prétexte est celui de "difficultés financières", se cache une opération purement spéculative au profit des enseignes Lidl et Leclerc. Une manœuvre destinée à gonfler les dividendes des actionnaires, au mépris total des salariés et de leur avenir.

Auchan appartient à la galaxie Mulliez, un empire qui fait des milliards de bénéfices, tandis que les salariés, reçoivent des miettes. Et ce n'est pas une première. Le PSE lancé il y a tout juste un an, qui prévoit la suppression de 2.400 postes, n'est même pas terminé que la direction remet ça !

Cette cession massive constitue une attaque directe contre les conquêtes sociales. Sous couvert de "restructuration", les conditions de travail se dégradent, les accords collectifs sont balayés, et les droits gagnés de haute lutte sont remis en cause.

Face à cette politique de casse sociale, la Fédération CGT Commerce et Services réaffirme haut et fort son exigence : *"le maintien des statuts, des droits et des acquis sociaux pour l'ensemble des salarié-es, quelle que soit l'enseigne, et ce de manière pérenne, comme le prévoit notre proposition de loi."* La Fédération appelle l'ensemble des salarié-es de l'enseigne à se mobiliser massivement pour s'opposer à l'exclusion des 22 magasins et défendre les collègues qui y travaillent.

ADAR de Condé-sur-Noireau (Calvados) : un nouveau coup contre l'emploi dans le département.

La CGT du Calvados exprime sa colère et sa profonde inquiétude après l'annonce brutale de la liquidation de l'ADAR (Association d'Aide à Domicile pour Actifs et Retraités) de Condé-sur-Noireau au 31 août 2025. Ce sont près de 200 bénéficiaires, souvent des personnes âgées, isolées, en situation de handicap, qui se retrouveront sans solution. Et derrière, ce sont 23 salariées, principalement des femmes, déjà en situation de précarité, qui risquent de perdre leur emploi. La fin de l'ADAR à Condé n'est pas une fatalité mais le résultat d'un désengagement politique :

- Manque de soutien financier et abandon de la part des pouvoirs publics ;
- Non-revalorisation des tarifs des prestations d'aide à domicile ;
- Gestion calamiteuse de l'association par les administrateurs

L'UD-CGT du calvados revendique : *"de maintenir l'activité et les emplois de l'ADAR, de garantir la continuité du service auprès des usagers en travaillant à notre proposition de SCOP (reprise de l'activité par les salarié.e.s eux-mêmes) et mettre en place un plan d'urgence pour le secteur de l'aide à domicile. La CGT du Calvados se tient aux côtés des salarié.e.s et des usagers"*.

Novasco, ex-Ascometal au bord du gouffre : "le réarmement en France, c'est un beau discours de l'Etat, c'est tout "

Mobilisation des salariés de Novasco ce mardi 22 juillet devant leur usine sidérurgique d'Hagondange (Moselle). Un an après leur reprise par le fonds d'investissement britannique Greybull Capital qui souhaitait y fabriquer des obus, ils ont bloqué le site pour protester contre les menaces de redressement judiciaire voire de liquidation pure et simple. 400 emplois sont menacés.

25 juillet journée d'action à l'appel de la CGT métallurgie de Moselle

Des milliers d'emplois et plusieurs usines sont menacés en Moselle. Le département compte de nombreuses industries liées aux filières automobiles et sidérurgie, il est en alerte rouge sur l'emploi! Le marché de l'automobile a bon dos. En réalité, les constructeurs, en plus de supprimer les postes de leurs propres usines, abandonnent leurs sous-traitants pour délocaliser vers d'autres pays. Ces constructeurs et autres grandes entreprises du CAC 40 préfèrent augmenter leurs profits plutôt que de préserver la cohérence et l'ancrage territorial de nos filières industrielles.

ALLGAIER FAULQUEMENT (200 SALARIÉS) :

Quand Allgaier Faulquemont tombe, c'est ArcelorMittal Woippy qui est fragilisé, puisque c'est là que l'acier est fourni pour être embouti. Si ArcelorMittal Woippy est en difficulté, c'est toute la chaîne qui en subit les conséquences comme ArcelorMittal Florange, transforme l'acier et Dunkerque le produit.

VIESSMANN FAULQUEMONT (600 SALARIÉS) :

C'est une entreprise qui perd des dizaines d'emplois chaque année. Quelle stratégie industrielle est proposée pour cette entreprise rachetée par un fonds de pension américain ? Malheureusement l'avenir pour VIESSMANN reste très incertain.

BAOMARC ENNERY (200 SALARIÉS) :

Emboutisseur pour la Sovab à Batilly, cette entreprise est également en difficulté. La Sovab assemble les masters. ArcelorMittal Woippy fournit l'acier à BAOMARC ils sont donc menacés à leur tour.

FONDERIE LORRAINE GROSLIEDERSTROFF (250 SALARIÉS) :

La Fonderie de Lorraine est également fragilisée avec des dizaines de suppressions d'emplois et avec peu de perspectives car elle appartient au groupe allemand ZF. C'est tout le territoire qui est impacté. La liste des entreprises sous-traitantes de l'automobile menacées par des suppressions d'emplois est encore longue dans le département.

Dans la sidérurgie et la production d'acier, à la base des filières industrielles, le tableau est tout aussi sombre:

NOVASCO HAGONDANGE (450 SALARIÉS) :

Au bord du dépôt de bilan après 3 redressements judiciaires en 15 ans, ce site, qui possède la dernière aciérie électrique (acier décarboné) du Grand Est. Comment accepter que l'on puisse laisser s'arrêter une aciérie électrique décarbonée, en pleine transition écologique, alors même que l'État ne cesse de proclamer l'importance de sauvegarder l'industrie française, et notamment la filière acier ? NOVASCO et ses salariés incarnent cette industrie du futur : compétente, stratégique et décarbonée. Il est encore temps d'agir pour éviter l'irréparable.

ARCELORMITTAL FLORANGE/GANDRANGE/WOIPPY :

200 emplois sont en cours de suppression sur 2 000 à Florange (soit 10% des effectifs). À Gandrange, 200 salariés sont au chômage partiel avec un risque réel de fermeture à court terme. Enfin à Woippy, 50 salariés subissent une

baisse d'activité, liée au secteur de l'automobile, comme évoqué précédemment. Ces entreprises qui suppriment des emplois ont bénéficié d'aides publiques

Devenez correspondant du résumé Ecosoc.

Envoyez nous les infos sur les luttes dans votre entreprise ou service

[1 https://www.sitecommunistes.org/index.php/france/luttes/3488-georges-ibrahim-abdallah-libre](https://www.sitecommunistes.org/index.php/france/luttes/3488-georges-ibrahim-abdallah-libre)

[2 https://www.sitecommunistes.org/index.php/france/luttes/3178-campagne-liberation-georges-abdallah-8-janvier-journee-nationale-dactions-a-timothee-esprit-et-toutes-les-personnes-faisant-face-a-la-repression](https://www.sitecommunistes.org/index.php/france/luttes/3178-campagne-liberation-georges-abdallah-8-janvier-journee-nationale-dactions-a-timothee-esprit-et-toutes-les-personnes-faisant-face-a-la-repression)

[3 https://www.sitecommunistes.org/index.php/france/luttes/3270-la-justice-ordonne-la-reintegration-de-timothee-esprit-licencie-pour-son-soutien-a-la-palestine](https://www.sitecommunistes.org/index.php/france/luttes/3270-la-justice-ordonne-la-reintegration-de-timothee-esprit-licencie-pour-son-soutien-a-la-palestine)

[4 https://www.sitecommunistes.org/index.php/actualites/breves-d-actualite/3477-resume-des-questions-economiques-et-sociales-semaine-n-235-du-14-juillet-2025](https://www.sitecommunistes.org/index.php/actualites/breves-d-actualite/3477-resume-des-questions-economiques-et-sociales-semaine-n-235-du-14-juillet-2025)

[5 https://www.sitecommunistes.org/index.php/actualites/breves-d-actualite/3484-resume-des-questions-economiques-et-sociales-semaine-n-236-du-21-juillet-2025](https://www.sitecommunistes.org/index.php/actualites/breves-d-actualite/3484-resume-des-questions-economiques-et-sociales-semaine-n-236-du-21-juillet-2025)

AIDEZ NOUS, SOUSCRIPTION NATIONALE

Nous ne disposons d'aucun financement officiel, ni d'aucune autre ressource que celle que nous procurent les dons de nos adhérents, de nos sympathisants, de nos amis.

Nous savons que nous pouvons compter sur vous.

Souscrivez et faites souscrire autour de vous

Chèques libellés à : Parti Révolutionnaire COMMUNISTES envoyer à :
Communistes 27, boulevard Saint Martin 75003 Paris (attention au changement d'adresse)

Vos dons pourront être déclarés aux impôts pour obtenir un dégrèvement